

Table des matières

01	Les conséquences de l'inaction « <i>Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050</i> »	2
02	La Suisse a toujours besoin de réformes « <i>Objectif croissance 2012</i> »	3
03	Direction la parité? « <i>OECD Gender Initiative Data Browser</i> »	4
04	L'Asie du Sud-Est: nouvelle stratégie de croissance « <i>Perspectives économiques en Asie du Sud-Est 2011/12</i> »	5
05	L'agriculture doit prendre soin de l'eau « <i>Qualité de l'eau et agriculture: un défi pour les politiques publiques</i> »	6
06	Réformer le fédéralisme fiscal: 10 ans d'expérience « <i>Reforming Fiscal Federalism and Local Government - Beyond the Zero-Sum Game</i> »	7
07	Énergies renouvelables dans le vent « <i>Deploying Renewables 2011: Best and Future Policy Practice</i> »	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

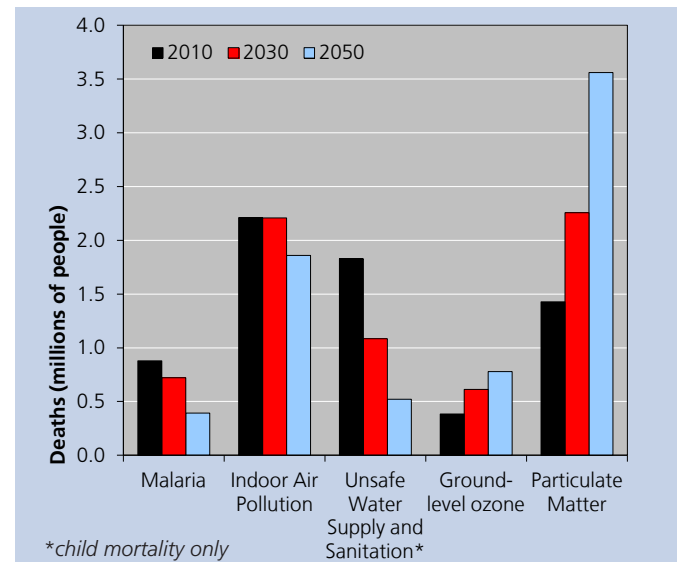
01. Les conséquences de l'inaction

«Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050»

Les «*Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050*» font une analyse prospective des tendances économiques et démographiques au cours des quatre prochaines décennies et évaluent leurs impacts sur l'environnement si l'humanité ne prend pas de mesures plus ambitieuses pour mieux gérer les ressources naturelles. Elles passent ensuite en revue certaines des politiques susceptibles de redresser des tendances clairement négatives. Elles portent sur quatre domaines des plus urgents: le changement climatique, la biodiversité, l'eau et les effets de la pollution sur la santé. Elles concluent qu'il est nécessaire et urgent d'engager dès à présent une action globale de manière à éviter les coûts et conséquences considérables de l'inaction, tant du point de vue économique que sur le plan humain.

D'ici à 2050, la population de la planète devrait passer de 7 milliards à plus de 9 milliards et l'économie mondiale devrait presque quadrupler, entraînant une demande croissante en énergie et ressources naturelles. La Chine et l'Inde pourraient voir un ralentissement de leur taux de croissance moyen du PIB; l'Afrique en revanche devrait afficher le taux de croissance le plus élevé du monde entre 2030 et 2050. En 2050, les personnes âgées de plus de 65 ans représenteront plus de 25% de la population dans les pays de l'OCDE, contre 15% aujourd'hui. La Chine et l'Inde doivent elles aussi s'attendre à un important vieillissement démographique. Ces évolutions démographiques et la hausse des niveaux de vie impliquent une modification des modes de vie et des habitudes de consommation qui aura des conséquences non négligeables pour l'environnement. Près de 70% de la population de la planète vivra en zone urbaine en 2050, amplifiant des problèmes tels que la pollution de l'air, la congestion des transports et la gestion des déchets. Une économie mondiale quatre fois plus importante qu'aujourd'hui verra sa consommation d'énergie augmenter de 80% à l'horizon 2050.

Global premature deaths from selected environmental risks: Baseline, 2010 to 2050



L'impact sur la santé pourrait être considérable. Dans le scénario envisagé, si rien donc n'est entrepris, la pollution atmosphérique devrait devenir la principale cause environnementale de décès prématurés à l'échelle mondiale (voir tableau ci-dessus). En 2050, le nombre global de décès prématurés associés à l'exposition aux particules devrait plus que doubler pour atteindre 3.6 millions par an, la plupart de ces décès se produisant en Chine et en Inde. Compte tenu de leur vieillissement démographique et de leurs populations urbanisées, les pays de l'OCDE vont enregistrer l'un des plus forts taux de décès prématurés liés à l'ozone troposphérique, après l'Inde.

> Table des matières

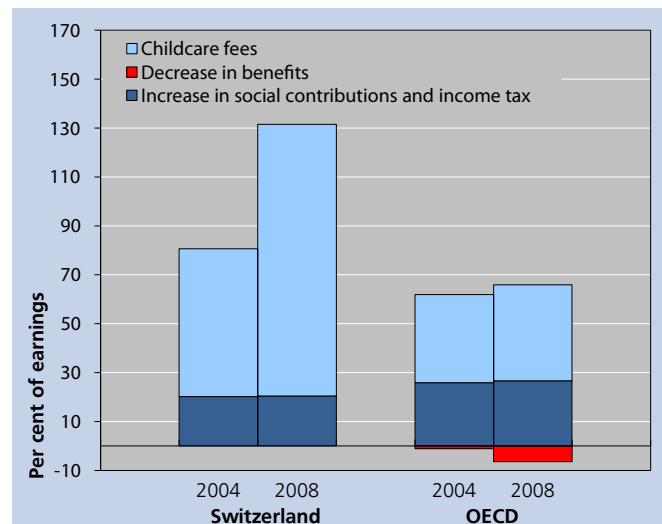
02. La Suisse a toujours besoin de réformes «Objectif croissance 2012»

Dans sa publication «*Objectif croissance 2012*», l'OCDE analyse annuellement le développement des politiques structurelles des pays de l'OCDE. Elle identifie pour chaque pays de l'OCDE ainsi que les principaux pays émergents les priorités structurelles nécessaires pour augmenter leur revenu réel.

L'édition 2012 évalue les progrès qu'ont accomplis les pays en matière de réformes structurelles depuis le début de la crise, en couvrant la période 2007-2011. L'évaluation montre que le rythme des réformes est plus élevé après la crise qu'avant. Cependant, le rythme et le type de réformes varient considérablement en fonction des phases de la crise. La récession de 2008 a d'abord débouché sur un ralentissement des réformes dans la zone OCDE, car l'attention première portait sur l'urgence de stabiliser la demande et de conforter les revenus des chômeurs. Puis, à mesure que la consolidation des ménages à moyen terme devenait pressante, des réformes ont été engagées dans des politiques qui pouvaient soutenir l'ajustement des ménages, tels que les régimes de pensions, les systèmes de prestations sociales et le secteur public.

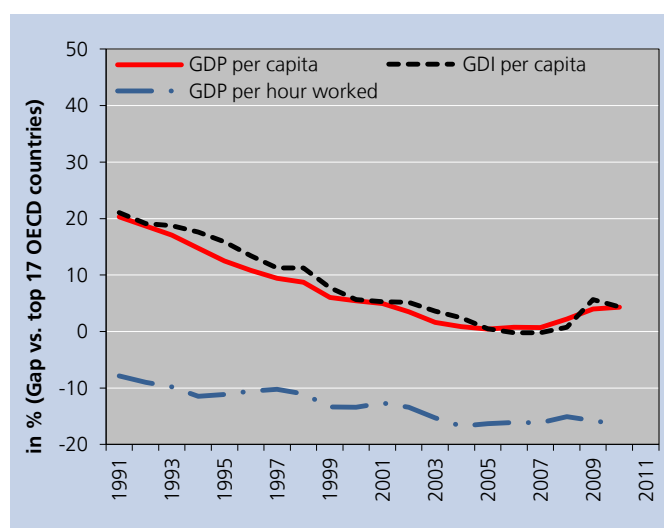
Il ressort du chapitre consacré à la Suisse qu'en comparaison avec les économies les plus prospères, le revenu par tête de notre pays a augmenté plus fortement durant les cinq dernières années. Par contre, la Suisse connaît tou-

Average effective taxes on returning to work



jours une productivité plus faible en comparaison avec les meilleurs (voir graphique ci-contre). De nombreux progrès ont été réalisés pour réformer les barrières au commerce non tarifaires. Bien que les industries de réseau aient fait l'objet d'une certaine ouverture, la plupart des recommandations de l'OCDE vont dans le sens d'une plus grande libéralisation.

Switzerland: A productivity gap persists



Les principales réformes identifiées sont les suivantes:

- Supprimer les obstacles à la concurrence dans le domaine des industries de réseau et renforcer les autorités de contrôle.
- Réduire les subventions à l'agriculture, et plus particulièrement les paiements directs aux producteurs.
- Faciliter la participation des femmes à temps complet dans le monde du travail, notamment en améliorant l'accueil des enfants (voir graphique ci-dessus).
- Améliorer l'efficacité du secteur de la santé, en réformant entre autres le financement des hôpitaux.
- Améliorer l'accès aux formations tertiaires, par exemple en favorisant le système des bourses et prêts aux étudiants.

> Table des matières

03. Direction la parité? «OECD Gender Initiative Data Browser»

Lors de la réunion ministérielle de mai 2011, les représentants des 34 pays membres de l'OCDE ont adopté à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation une déclaration intitulée «Vision d'avenir pour l'OCDE», qui indique: «L'OCDE donnera également aux pays les outils grâce auxquels ils pourront élargir les opportunités économiques offertes aux femmes dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de l'entrepreneuriat.». La ministérielle de 2011 a ainsi marqué le lancement d'un vaste programme d'étude et de réflexion sur la parité. Un volumineux rapport, qui fait le point sur les différents aspects socio-économiques de la participation féminine à ces trois niveaux de la formation, de l'emploi et des entreprises, est en préparation pour la ministérielle de mai prochain. Cela donnera aux ministres l'opportunité de faire le point et de lancer la phase d'analyse et de comparaison des politiques, démarche qui est au cœur des activités de l'OCDE.

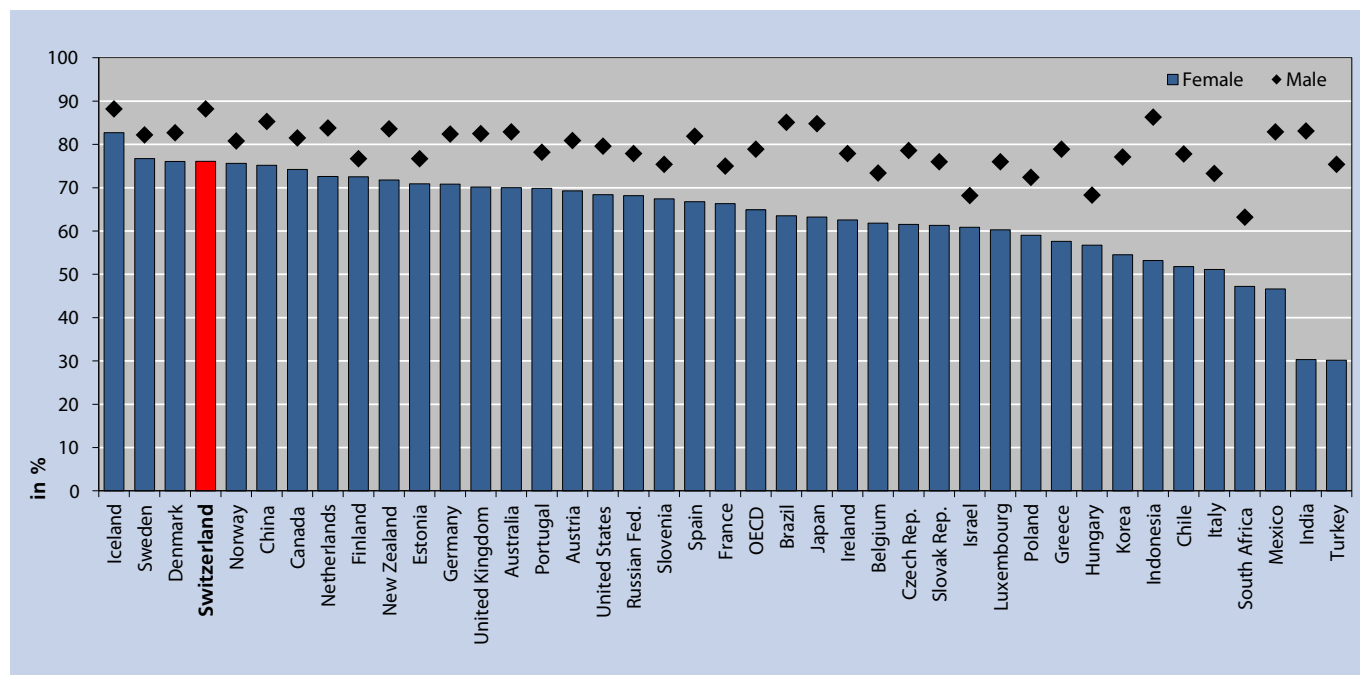
Le premier produit de cet ambitieux projet à être mis à disposition du grand public est le «*Navigateur de la parité*», outil interactif présenté en Ms Excel.

Cette application permet de comparer les données clés liées à la parité dans ces trois domaines en s'appuyant sur 16 indicateurs. L'utilisateur a le choix: il peut sélectionner un ou plusieurs pays ou indicateurs et examiner également comment ceux-ci évoluent dans le temps. Voir aussi le site internet dédié à l'[initiative de l'OCDE pour la parité](#).

Si vous vous intéressez aux scores atteints par notre pays (voir graphique), vous vous apercevrez que la Suisse est bien placée pour nombre de ces indicateurs. Vérifiez par vous-mêmes!

> Table des matières

Labour force participation rate for persons aged 15-64 years, by gender 2010



04. L'Asie du Sud-Est: nouvelle stratégie de croissance

«Perspectives économiques en Asie du Sud-Est 2011/12»

La deuxième édition des «*Perspectives économiques en Asie du Sud-Est 2011/12*» se concentre sur six pays, à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. Elle présente les prévisions de croissance ainsi que les réformes structurelles à mettre en œuvre sur le long terme. Enfin, la publication consacre un chapitre spécial à la croissance verte, qui pourrait constituer une alternative au modèle de développement actuel, en alliant une utilisation optimale des ressources naturelles et la découverte de nouvelles sources de croissance.

L'OCDE s'attend à une croissance de 5% en 2011 dans la région, soit un bien meilleur résultat que dans les pays membres de l'Organisation, où ce taux ne devrait pas dépasser les 2%. L'Asie du Sud-Est, qui a été et continue d'être touchée par la crise et les incertitudes provenant d'Europe et des États-Unis, devrait retrouver en 2016 son niveau de croissance d'avant la crise (5.9%), l'Indonésie venant en tête (6.9%).

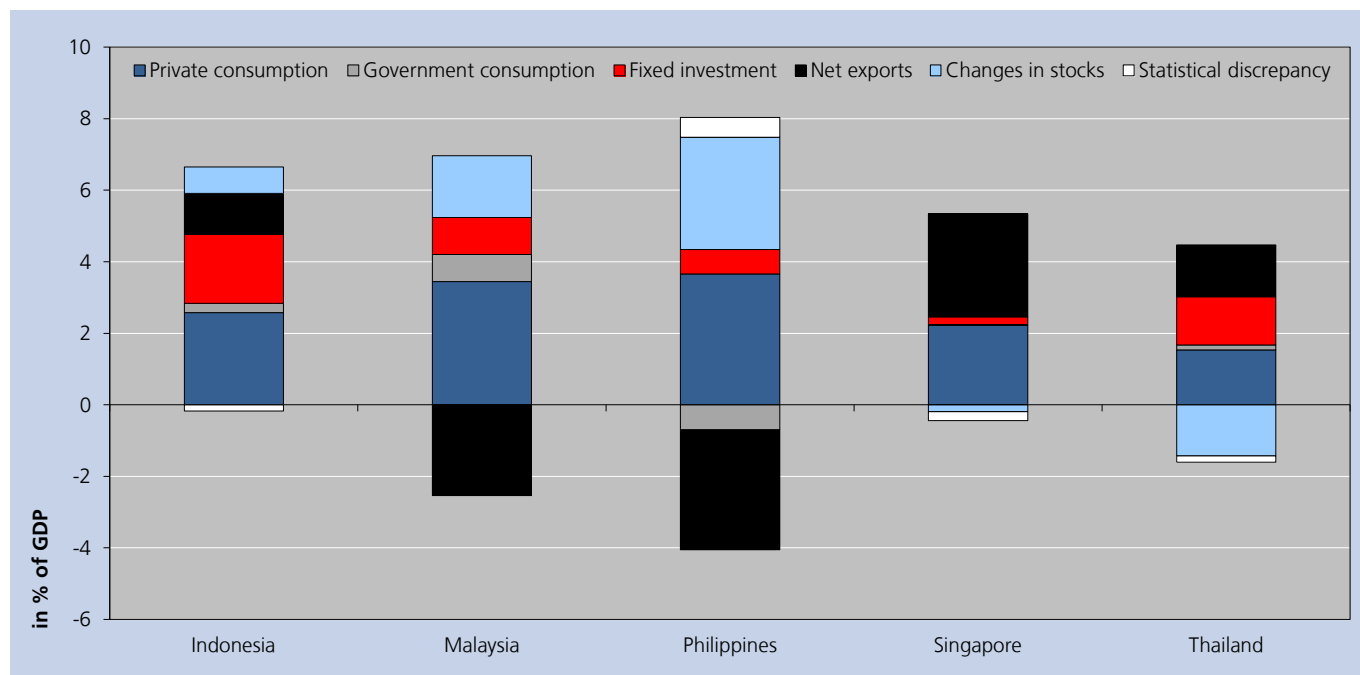
Tout défi représente une opportunité, c'est l'attitude que semble avoir adopté cette région en réponse à la crise que l'Occident affronte actuellement. En effet, jusqu'à peu

très dépendante de la demande extérieure, elle mise toujours plus sur le développement de sa demande intérieure, ce qui lui permettrait d'être à l'avenir moins exposée aux aléas de l'économie mondiale. Dans le graphique ci-dessous, il apparaît clairement que la consommation interne commence à jouer un rôle déterminant dans la composition du PIB et, ce, grâce à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne.

La stratégie des pays de l'Asie du Sud-Est pour atteindre cet objectif est double. Il s'agit d'investir massivement d'une part dans les infrastructures, qui font pour l'instant défaut notamment en Indonésie et aux Philippines, ce qui entrave le bon déroulement des activités commerciales et, d'autre part, dans les politiques sociales. Le capital humain constitue d'ailleurs un domaine clé pour un développement à long terme, puisqu'une importante demande de main d'œuvre qualifiée découle de la rapide transformation de l'économie.

> Table des matières

Contributions to growth in Southeast Asia in 2011 Q1 and Q2



05. L'agriculture doit prendre soin de l'eau

«Qualité de l'eau et agriculture: un défi pour les politiques publiques»

L'eau est un bien précieux. Sa demande va augmenter de 55% d'ici à 2050. Pour cette même période, 3,9 milliards de personnes - soit plus de 40% de la population mondiale - vivront vraisemblablement dans des bassins hydrographiques confrontés à un fort stress hydrique et près de 1,4 milliard de personnes resteront privées d'accès à un assainissement de base. Dans cette perspective, l'agriculture, source importante de pollution de l'eau, fait l'objet de toutes les attentions. Ainsi l'OCDE vient de publier une étude - «Qualité de l'eau et agriculture: un défi pour les politiques publiques» - dans laquelle elle relève que les gouvernements des pays de l'OCDE n'ont dans l'ensemble guère progressé dans la réduction de la pollution de l'eau d'origine agricole au cours de ces dix dernières années.

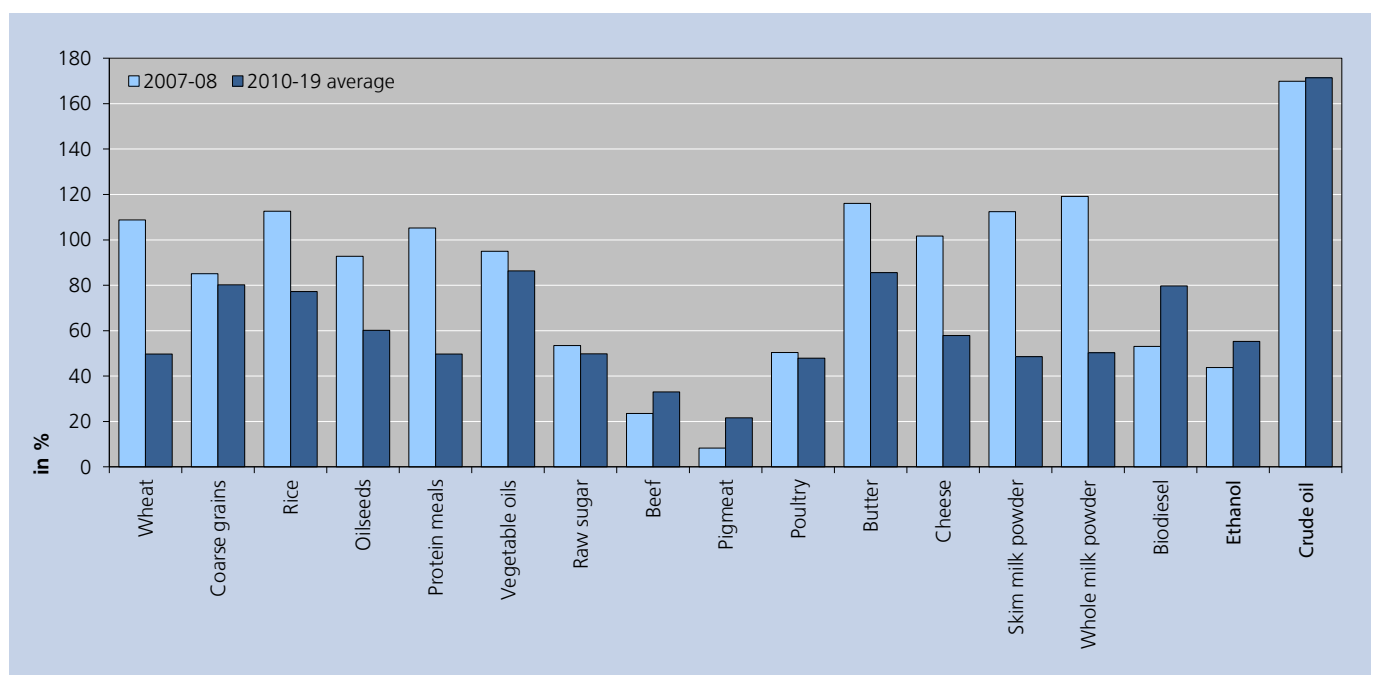
La hausse du prix des matières premières observée ces dernières années (voir graphique) – une tendance qui selon l'OCDE et la FAO devrait se poursuivre au cours de la décennie à venir – a favorisé l'intensification de la production, augmentant les risques de pollution de l'eau.

Le rapport indique cependant que l'ampleur des dommages causés aux systèmes aquatiques par l'agriculture doit être mise en perspective. Effectivement, dans la plupart des pays de l'OCDE, la qualité de l'eau potable est élevée. L'eau de la Suisse est par exemple qualifiée de bonne, bien que certains problèmes apparaissent localement, en particulier avec les nitrates et les pesticides dans les zones agricoles

intensives. Ensuite, même si elle est souvent la principale source de pollution, l'agriculture n'est pas la seule coupable. Le défi essentiel pour les responsables de l'action publique consiste en effet à réduire les rejets de polluants agricoles (éléments nutritifs, pesticides, sédiments et produits vétérinaires) dans les eaux, tout en favorisant l'amélioration de la qualité de l'eau utilisée. Plusieurs recommandations sont formulées dans le rapport, notamment: supprimer les aides à l'agriculture liées à la production et aux intrants pour atténuer la pression exercée sur les systèmes aquatiques (encore 50% de la totalité du soutien aux producteurs les incitent à produire et/ou utiliser des intrants variables, proportion qui a baissé depuis la fin des années 80 où elle atteignait 85%); adopter le principe pollueur-payeur de manière à réduire, si possible, la pollution de l'eau imputable à l'agriculture; fixer des objectifs et normes de qualité de l'eau réalistes en agriculture; améliorer le ciblage des mesures afin de toucher les zones où la pollution de l'eau est la plus grave; évaluer le rapport coût-efficacité des options qui s'offrent aux pouvoirs publics pour améliorer la qualité de l'eau; adopter une approche holistique de la lutte contre la pollution agricole; mettre en place des systèmes d'information pour aider les agriculteurs, les responsables de la gestion de l'eau et les responsables de l'action publique.

> Table des matières

OECD projections for international commodity prices in real terms to 2019



06. Réformer le fédéralisme fiscal: 10 ans d'expérience

«Reforming Fiscal Federalism and Local Government - Beyond the Zero-Sum Game»

Dans son étude «*Reforming Fiscal Federalism and Local Government - Beyond the Zero-Sum Game*», l'OCDE compare l'expérience de dix pays qui ont tenté, cette dernière décennie, de réformer leur fédéralisme fiscal et constate que les situations restent très différentes. On remarquera dans le graphique ci-dessous, qui ne comprend pas les impôts des pouvoirs centraux, que, malgré une forte décentralisation, la Suisse ne se caractérise pas par les impôts sub-nationaux les plus élevés, devancée en cela par des Etats à forte pression fiscale comme la Suède, le Danemark et le Canada. A l'autre extrémité, on trouve des pays fédéralistes dont les impôts restent en large partie prélevés au niveau central comme l'Allemagne ou l'Autriche.

Au-delà de ces différences, l'étude parvient à montrer qu'une grande partie de ces réformes ont pu être couronnées de succès en s'appuyant sur des facteurs politiques et économiques communs. Les auteurs distinguent sept éléments:

- De bonnes conditions économiques et fiscales: les réformes sont plus aisées lorsque les caisses sont pleines.
- Les mandats électoraux sont importants mais non cruciaux: les politiciens qui disposent d'un pouvoir solide ont moins à craindre des réformes.

- Souvent les réformes ont pu se baser sur des tentatives plus anciennes ou sur des projets-pilotes: on peut compter ainsi sur des effets de démonstration.

- La constitution de paquets permet de gagner des majorités: une telle approche permet de mieux répartir les gains et les pertes entre les différents partenaires.

- Des compensations et des mesures de corrections transitoires sont dans la plupart des cas indispensables pour éviter les cas de rigueur.

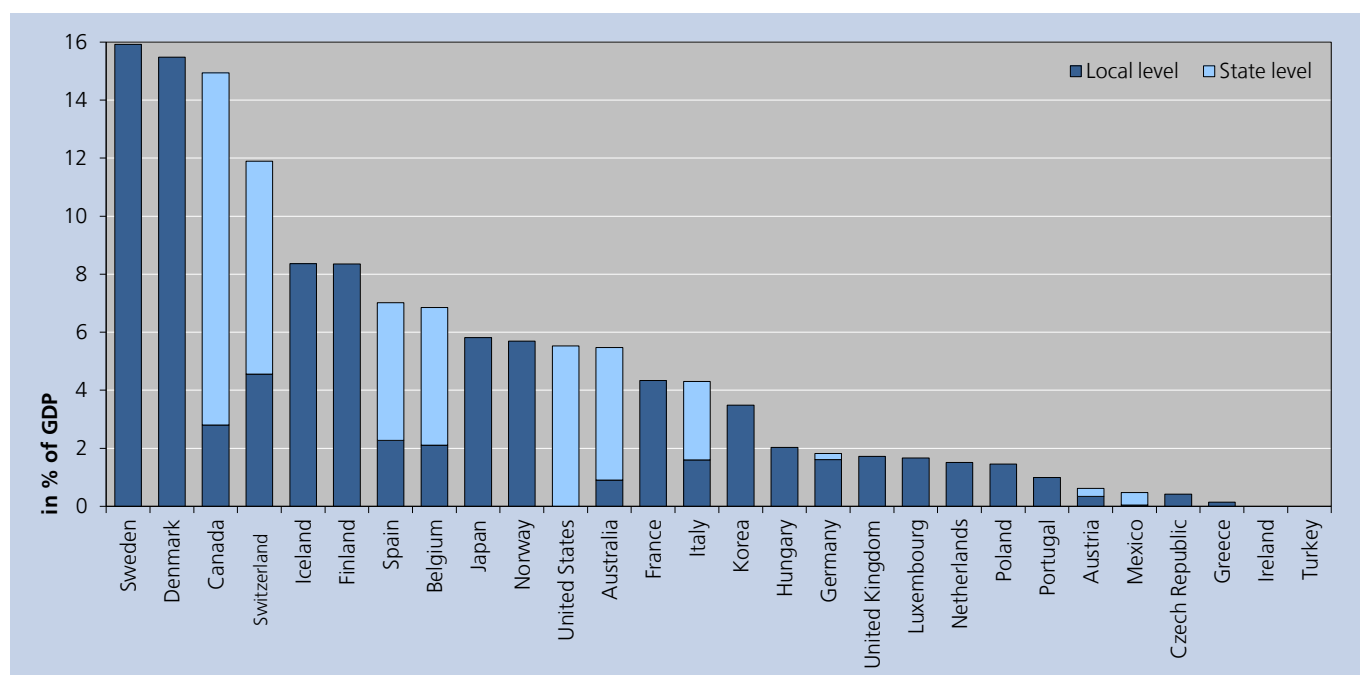
- L'intervention d'experts externes aide à assurer une certaine crédibilité en permettant des jugements impartiaux.

- La communication doit souligner les effets des réformes sur le long terme.

Pour la Suisse, cet ouvrage décrit les grands traits de la mise en œuvre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches (RPT), grand projet qui a réuni plusieurs des facteurs mis en lumière: la réforme a été réalisée dans une période économique favorable; elle a reposé sur un paquet tout en éliminant les cas de rigueur; elle a aussi bénéficié d'une volonté politique sans faille et a pu s'appuyer sur des experts reconnus.

> Table des matières

Taxing power of sub-central governments



07. Énergies renouvelables dans le vent «Deploying Renewables 2011: Best and Future Policy Practice»

Le changement climatique et les questions de sécurité d'approvisionnement dans le secteur de l'énergie ont décidé bien des gouvernements à encourager l'utilisation et la diffusion des énergies renouvelables. Ces dernières représentent la part du mix énergétique qui a connu la plus forte augmentation. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'attend à ce que, d'ici 2035, les énergies hydraulique et éolienne atteignent un tiers des énergies renouvelables, tandis que la biomasse et la photovoltaïque correspondraient respectivement à un sixième et à un dixième du total.

Des défis se profilent pourtant. Tout d'abord, cette augmentation se concentre sur quelques technologies disponibles et leur utilisation se limite à un nombre restreint de pays. De plus, dans un contexte de restrictions budgétaires dues à la crise économique, les subventions ainsi que l'intégration des systèmes d'énergies renouvelables sont remises en question.

La publication, qui a pour titre «*Deploying Renewables 2011: Best and Future Policy Practice*» donne une vue d'ensemble et une analyse des développements du marché, des tendances qui se dessinent et des problèmes qu'il reste à aborder. Elle propose également des mesures politiques innovantes ou «bonnes pratiques», dans des domaines tels que la sécurité énergétique et les émissions de gaz à effet

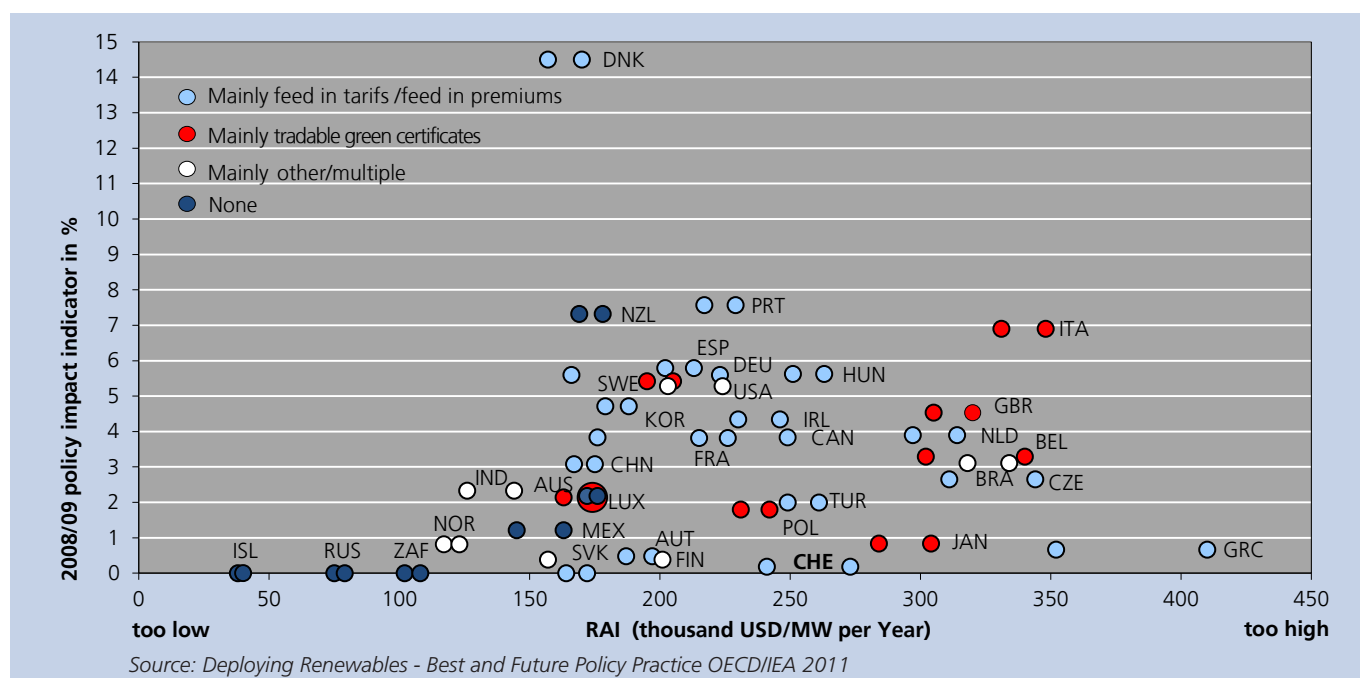
de serre ou relatives aux aspects écologiques tout comme aux opportunités économiques. Une de ses conclusions clés est que davantage que la structure spécifique du système d'incitations, c'est l'approche politique globale qui est déterminante.

Le graphique ci-dessous montre, par exemple, que bien que la Suisse – ainsi que l'Autriche et le Japon – dépense plus pour l'énergie éolienne que le Danemark, le Portugal ou la Nouvelle-Zélande, l'impact est plus faible. Ceci peut être principalement imputé à des barrières non économiques: processus administratifs compliqués, lents ou manquants de transparence, incertitudes relatives à des mesures politiques et de régulation ou encore manque de connaissance et d'acceptation des énergies renouvelables par le public.

Le secteur des énergies renouvelables connaît un développement rapide et dynamique, raison pour laquelle l'AIE a annoncé pour l'été 2012 l'introduction d'un rapport sur les perspectives à moyen terme de ce marché (Medium-Term Renewables Market Report). Celui-ci aura pour but d'observer les tendances politiques et économiques ainsi que d'appréhender les prévisions du marché à court terme.

> Table des matières

Remuneration adequacy and policy impact (RAI) indicators for onshore wind support policies, 2008/09



08. Autres publications

«*Identification et quantification des profits de la corruption*»

Paris, 18 avril 2012

«*Languages in a Global World – Learning for Better Cultural Understanding*»

Paris, 18 avril 2012

«*Financing SMEs and Entrepreneurs 2012 – An OECD Scoreboard*»

Paris, 19 avril 2012

«*Learning beyond Fifteen – Ten Years after PISA*»

Paris, 24 avril 2012

«*Redefining “Urban” – A New Way to Measure Metropolitan Areas*»

Paris, 7 mai 2012

«*OECD Pensions Outlook 2012*»

Paris, 12 juin 2012

09. Calendrier OCDE

Sommet G8

Chicago, 15-22 mai 2012

Forum de l'OCDE et Réunion au niveau des ministres

Paris, 22-24 mai 2012

4^e Forum international économique sur l'Amérique latine et les Caraïbes

Paris, 25 mai 2012